

Proposition présentée par les députés:

MM. Rémy Pagani et Pierre Vanek

Date de dépôt: 29 avril 2003

Messagerie

Proposition de motion

« A la stratégie de l'hégémonie par la guerre, ripostons par l'éthique économique ! »

Considérant :

- que, dès maintenant, bon nombre de personnes se sont engagées, entre autres, à ne pas regarder les chaînes de télévision Fox, CNN et MTV, à ne plus prendre d'essence chez Esso, Texaco et Chevron, à ne plus boire Coca, Pepsi, Gap et Starbuck, à ne plus manger de produits Kellogg's, et de manière générale à inviter la population du globe à ne plus utiliser des produits des marques telles que Chevrolet, Tzesco Lotus, Malboro, Caltex et des fertilisants toxiques de Monsanto ou tout autre produit de multinationale des Etats-Unis;
- que l'Etat de Genève, d'évidence, a pu faire par le passé, ou se propose de faire, l'acquisition de biens d'équipement (et autres fournitures diverses) « *made in USA* » ou « *made in Great Britain* », ou encore voit ses capitaux placés dans des firmes américaines ou anglaises ;
- qu'on ne peut séparer l'économique de la guerre, ni la guerre de la politique, quand un, ou plusieurs pays font de la guerre une priorité politique pour mieux asseoir leur hégémonie;

- que la guerre en Irak répond à cette stratégie impérialiste¹, comme la population a largement pu s'en rendre compte, qui ne fait que renforcer l'expansion à marche forcée de la mondialisation économique néolibérale;
- que la déclaration de guerre en Irak bafoue, de surcroît, ouvertement et cyniquement, le droit international et qu'en conséquence ses auteurs doivent être dénoncés, et condamnés devant les instances internationales;
- qu'une grande partie de la population aspire à une redéfinition des règles économiques, y compris sur le plan international, dans le sens d'une plus grande éthique, en particulier dans les choix économiques opérés par les collectivités publiques ;
- que le développement durable, en tant que principe de base des politiques publiques, implique que ces choix économiques soient obligatoirement mis en relation avec des critères environnementaux et sociaux – dont font partie la solidarité internationale et la lutte contre le sous-développement – principes que les Etats-Unis ne cessent de mépriser en faisant systématiquement appliquer la loi du plus fort,

le Grand Conseil invite le Conseil d'Etat

à modifier dès à présent, et tant que durera l'expédition et l'occupation coloniale en Irak et au Moyen-Orient, sa politique d'achat, d'acquisition de biens et de placement boursier, en substituant dès à présent les produits et services d'origine américaine (USA), britannique ou australienne, par d'autres de provenance dont l'Etat pourra à terme contrôler la compatibilité avec le développement durable, en particulier sous l'angle de l'éthique économique, respectueux des principes démocratiques et des Droits de l'homme.

¹ Impérialisme :

1. Politique d'expansion d'un Etat dans le domaine continental, colonial, maritime ou économique, tendant à mettre d'autres Etats sous sa dépendance (Larousse, éd. 1980).

2. Politique d'un Etat visant à réduire d'autres Etats sous sa dépendance politique, économique et militaire (voir aussi : colonialisme, expansionnisme) (*Le Nouveau Petit Robert*, 1996).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

George W. Bush a déclenché une guerre d'agression contre l'Irak, en violation de la charte des Nations Unies... La machine de guerre du Pentagone a écrasé l'armée irakienne et occupé le territoire de ce pays par une politique de la canonnière cher au colonialiste d'antan avec l'aide des gouvernements britannique et australien.

De formidables intérêts sont en jeu : le pétrole du Moyen-Orient et du bassin de la mer Caspienne, et au-delà, la position dominante des grandes compagnies états-uniennes et de l'appareil militaire des USA dans le monde. C'est pour cela que Bush a déchaîné un déluge de feu sur l'Irak.

Lorsque l'OMC, le FMI, le G8 ou l'OTAN ne suffisent pas à garantir la première place à l'impérialisme US dans le monde, il lui reste la puissance de son armée, au budget record de 456 milliards de dollars. C'est pourquoi, l'Oncle Sam veut une « guerre sans fin ». Le « moins d'Etat », slogan des partisans de la mondialisation capitaliste pendant des années, n'est plus de mise à Washington. C'est le poing de fer de la superpuissance militaire qui dicte maintenant les règles du jeu, exigeant une allégeance universelle, au mépris du droit international.

PAS DE PAIX COLONIALE !

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », disait Jaurès avant 1914... Aujourd'hui, la « guerre sans fin » de George Bush est indispensable à la perpétuation d'un ordre inégalitaire, fondé sur l'exploitation de la majorité par une petite minorité, sur l'oppression des femmes et le pillage colonial. La mondialisation capitaliste conduit à la violence globalisée et au déni des droits démocratiques élémentaires.

Depuis plusieurs années, « à ceux qui veulent dominer le monde... le monde répond : RÉSISTANCE ! ». Dans cet esprit, il nous faut tout faire pour nous opposer à l'expédition coloniale meurtrière de Bush. C'est pourquoi, par cette motion, nous tentons d'inviter la population à ne plus utiliser des produits de transnationales des Etats-Unis et à encourager notre administration à proscrire de sa politique d'achat tous produits et services d'origine américaine, britannique ou australienne.

Au bénéfice de ces explications, Mesdames et Messieurs les députés, nous vous prions de réserver un bon accueil à cette motion.